



**HAL**  
open science

## L’’Internet souverain’’ russe face au Covid-19

Olga Bronnikova, Françoise Daucé, Ksenia Ermoshina, Francesca Musiani,  
Bella Ostromooukhova, Anna Zaytseva

► **To cite this version:**

Olga Bronnikova, Françoise Daucé, Ksenia Ermoshina, Francesca Musiani, Bella Ostromooukhova, et al.. L’’Internet souverain’’ russe face au Covid-19. 2020. hal-03021363

**HAL Id: hal-03021363**

**<https://hal.science/hal-03021363>**

Submitted on 24 Nov 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'«Internet souverain» russe face au Covid-19

*Olga Bronnikova (ILCEA4, Université Grenoble Alpes), Françoise Daucé (CERCEC, EHES), Ksenia Ermoshina (Centre Internet et Société, CNRS), Francesca Musiani (Centre Internet et Société, CNRS), Bella Ostromoukhova (Eur'Orbem, Sorbonne Université), Anna Zaytseva (LLA-Créatis, U. Toulouse Jean Jaurès)*

Malgré l'évolution de la pandémie de Covid-19 en Russie, l'état d'urgence n'a pas été déclaré dans le pays : seul un «état d'alerte élevée» est en vigueur à Moscou et dans certaines régions depuis début avril. Les «congé obligatoires» ne sont que partiellement respectés par une population [plongée dans un flou](#) sanitaire, juridique et économique grandissant. Dans ce contexte, la Russie est en train de déployer et mettre à jour sa stratégie et ses infrastructures numériques, qui font couler beaucoup d'encre depuis des années à cause de leurs (toujours plus) fortes dimensions centralisatrices et autoritaires. Que dit la crise du Covid-19 sur le pouvoir numérique de l'Etat russe et les défis qu'il pose aux libertés publiques ?

### L'Etat russe face au Covid-19: des ambitions numériques contrariées

Les autorités russes ont très tôt préconisé le recours massif aux outils numériques pour contrôler les déplacements des citoyens et limiter la circulation du virus. Ces usages sécuritaires s'inspirent des exemples étrangers (Chine, Corée, Singapour), tout en s'inscrivant dans une logique de « souverainisation » de l'internet russe (*runet*) [déjà engagée](#) avant le début de l'épidémie et en consolidant des dispositifs de surveillance [en place depuis longtemps](#) (caméras de vidéo-surveillance, agrégation des données de géolocalisation fournies aux autorités par les opérateurs mobiles). Dès février, Serguei Sobianin, le maire de Moscou, propose le recours à la reconnaissance faciale pour surveiller les personnes revenant de l'étranger, en utilisant les caméras de surveillance du programme « [Une ville sûre](#) », en oeuvre depuis 2018. Entre février et mars, 200 personnes ayant enfreint leur quarantaine auraient ainsi été identifiées, dont un homme qui descendait sa poubelle. Mais comme le montre une [étude](#) menée par l'équipe du projet IT et SORM, ce dispositif est un catalyseur d'inégalités : ces caméras de surveillance sont majoritairement installées dans les quartiers modestes de Moscou.

Le 20 mars 2020, face à l'augmentation des contaminations, Mikhail Michoustine, premier ministre, [préconise](#) un suivi des citoyens se trouvant au contact de personnes infectées en récoltant les données de géolocalisation auprès des opérateurs, et en les [transmettant](#) aux administrations locales. Une application de surveillance des malades, "Monitoring social", est rendue disponible le 1er avril sur GooglePlay. Elle est rapidement controversée car la

surveillance va bien au-delà des déplacements des malades et protège peu les données personnelles; l'application est finalement [retirée](#).

Le traçage numérique des citoyens n'est pas abandonné pour autant. Depuis le 13 avril, toute sortie à Moscou impliquant un déplacement en transports s'effectue, sous peine d'amendes, avec un laissez-passer numérique, à générer sur le [site des autorités](#). En réponse aux critiques de l'application "Monitoring social", la mairie de Moscou [assure](#) qu'avec ce nouveau dispositif, les données personnelles seront stockées sur le territoire russe (conformément à la loi de 2014 visant en particulier les GAFAM) et seront supprimées à la sortie de "l'état d'alerte élevée". Le même système fonctionne au Tatarstan et dans la région de Primorié, des laissez-passer QR-Code sont distribués à Nijni-Novgorod (sans toutefois établir d'amendes), alors que d'autres régions russes se contentent de [mesures plus légères](#).

### **Résistances et mobilisations de l'Internet libre**

L'utilisation des données numériques pour renforcer la surveillance de la population face à la maladie suscite l'inquiétude des défenseurs des libertés en ligne. Les ingénieurs et développeurs débattent sur les projets du gouvernement au nom de la société civile et mènent des investigations indépendantes pour dévoiler les failles de sécurité, les problèmes techniques et d'autres aspects controversés des technologies déployées par l'Etat russe.

Plusieurs associations et médias indépendants alertent les internautes des atteintes croissantes à la protection des données personnelles et du développement de la surveillance en ligne. Roskomsvoboda publie, le 27 mars, un [vademecum](#) sur les droits numériques en période de pandémie, soulignant que l'utilisation des données personnelles, notamment biométriques nécessite légalement l'accord des personnes. Mais « l'utilisation de la reconnaissance faciale se trouve dans une zone grise, » [affirme](#) Sarkis Darbinian, le juriste du groupe. L'association lance aussi, avec d'autres associations de l'espace postsoviétique, un [recensement](#) des restrictions aux libertés numériques dans le monde, alors que l'association Agora ouvre une permanence d'aide juridique liée à la pandémie. Ses avocats [s'inquiètent](#) aussi du recours à la reconnaissance faciale pour faire respecter la quarantaine. Les militants proches de l'opposant A. Navalny (Société de défense d'internet) dénoncent, plus hardiment encore, la mise en place d'un "goulag numérique", appelant les citoyens à ne pas transmettre leurs données personnelles aux applications de contrôle des déplacements.

Parallèlement, des initiatives solidaires se développent sur internet visant à soutenir les personnes les plus démunies et les soignants. Le collectif "[Makers contre Covid](#)" utilise les techniques d'impression 3D pour offrir aux médecins le matériel de protection qui leur

manque. Un hackathon en ligne, "Covidhack", développe un bot pour Telegram qui aide à produire une base de données citoyenne permettant aux personnes atteintes de coronavirus de s'exprimer anonymement et cartographier leurs symptômes et demandes.

Les infrastructures Internet se voient aussi affaiblies par la pandémie, avec la croissance du trafic liée au confinement. Les réseaux russes sont fréquemment en panne, mais le déplacement des techniciens et câbleurs des trois mille et plus fournisseurs d'accès Internet (FAIs) qui les gèrent se fait au risque de poursuites juridiques. La firme de consulting pour FAIs, [OrderKom](#), leur propose un soutien juridique qui inclut la préparation des autorisations de déplacement, et la défense en justice en cas d'amende.

### **Failles et paradoxes de la surveillance numérique**

Au fil des jours, des failles se dessinent entre les ambitions sécuritaires des autorités et les réalités de leur mise en œuvre. La surveillance numérique et les solutions sanitaires sont déléguées à de nombreux acteurs publics et privés, fédéraux et régionaux, qui prennent des décisions souvent contradictoires. Les paradoxes et les dysfonctionnements documentés par les militants des libertés en ligne montrent les limites du design sécuritaire annoncé. L'échec le plus patent est peut-être celui des laissez-passer numériques à Moscou. Nedoma.mos.ru, développé pour les générer, utilise des serveurs d'hébergement étrangers ; le gouvernement a donc été [accusé](#) de mettre en cause son propre projet de Runet souverain.

Certains militants des libertés numériques, comme Mikhaïl Klimarev (Société pour la Protection d'Internet), pointent l'inefficacité des solutions technologiques ; la responsabilité civique doit primer face au Covid, alors que la surveillance numérique infantilise les citoyens et est susceptible de contournements. Cette crise fait ressortir avec force le manque de confiance réciproque entre les citoyens et l'Etat. En effet, les informations sur l'épidémie diffusées par l'Etat sont perçues avec méfiance, oscillant entre "on nous cache la véritable étendue de la catastrophe" et "c'est un complot pour nous museler encore plus". Si les autorités rouvrent la chasse aux "fake news", de leur côté, des youtubeurs et journalistes indépendants dénoncent les informations incomplètes ou douteuses diffusées par les autorités et leur comportement en public (comme celui du porte-parole de l'administration présidentielle [se présentant](#) à une conférence de presse avec un badge "bloqueur" de virus très contesté). Parfois, l'ironie est au rendez-vous, comme lorsque le ministère des affaires étrangères ouvre un fil d'information pour ses ressortissants à l'étranger sur l'application Telegram, officiellement interdite en Russie.

Ainsi, une partie de la société civile, sans remettre en cause la nécessité du confinement, se mobilise contre les velléités menaçantes du *big brother* russe, de l'incompétence des autorités à gérer l'implémentation des dispositifs techniques jusqu'à la violation par le

pouvoir de ses propres lois (comme celle sur le stockage des données des Russes sur le territoire russe), en passant par la non-protection des données personnelles qui les expose à des fuites vers le marché noir des bases de données.

Si le grand projet de surveillance et de souverainisation de l'internet russe se renforce bien à l'occasion de la crise du coronavirus, sa mise en œuvre est incertaine, distribuée et souvent contradictoire. La pandémie démontre les limites du projet de centralisation des infrastructures d'Internet, et le gouvernement se sent obligé d'assouplir certaines mesures régulatrices, comme la [loi Yarovaya](#) (qui impose aux FAIs de conserver le trafic et les métadonnées des utilisateurs aux fins d'interception légale et lutte anti-terroriste). Cependant, cette complexité apparente n'est pas nécessairement synonyme d'inefficacité. Elle s'inscrit dans des reconfigurations plastiques de la contrainte numérique en Russie, s'ajustant tant bien que mal aux défis qui surgissent, et suscite à juste titre les inquiétudes des défenseurs des libertés numériques.